

Préface de Paul Deheuvels

Membre de l'Académie des Sciences

Professeur émérite à l'Université de Paris VI

En prétextant le risque d'un réchauffement climatique catastrophique, attribué sans preuve aux émanations anthropiques (d'origine humaine) de CO₂ (dioxyde de carbone), l'Organisation des Nations Unies (l'ONU) s'est fait confier la gouvernance mondiale sur le climat. Cette confiscation fut entérinée par un vote unanime des représentants des États composant l'ONU, lors du Sommet de la Terre à Rio en juin 1992. Les États ont ainsi délégué leur souveraineté en matière de climat (et aussi, d'énergie) entre les mains de deux organisations onusiennes, le GIEC (voir plus loin) d'une part et la « Convention Cadre des Nations-Unies sur le Changement Climatique » (UNFCCC) d'autre part.

Le livre de Guy BARBEY fait le bilan de la manière dont l'ONU s'est acquittée de ses nouvelles responsabilités dans les vingt-cinq années qui ont suivi, s'achevant en 2015 par l'Accord de Paris.

Cette enquête démontre que l'ONU, poursuivant des objectifs politiques qui lui sont propres, a imposé la culpabilisation du CO₂ anthropique à la Communauté Internationale, ce qui représente, très certainement, la plus grande erreur scientifique des cinquante dernières années.

La vérité est que l'influence du CO₂ anthropique sur le climat existe, mais à un niveau très réduit. Le chef d'orchestre de cette manipulation est le GIEC, organisme politique créé en 1988 par l'ONU, sous le nom d'Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC), et dont le titre français (le Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC)) est une traduction impropre de l'anglais, puisqu'il attribue aux participants au GIEC le statut d'*experts*, alors que ceux-ci ne sont que les *représentants* désignés par chacun des États composant l'ONU. En particulier, quelle peut être la crédibilité scientifique sur le climat de petits pays en développement, dont la voix, au sein du GIEC, compte autant que celle de nations au fort potentiel scientifique ?

Tout au long de son histoire, de 1988 à nos jours, le GIEC a multiplié les prédictions apocalyptiques sur l'évolution du climat, qui se sont révélées largement fausses chaque fois qu'il a été possible de les vérifier. L'histoire climatique du dernier millénaire a permis de formellement identifier des périodes de fort réchauffement (au XII^{ème} siècle) alternant avec des périodes de fort refroidissement (au XVIII^{ème} siècle) ne pouvant être attribuées à l'activité humaine. C'est ce même organisme, le GIEC, qui a été sanctifié par l'ONU pour imposer (en particulier en 2015 avec l'*Accord de Paris*) des mesures contraignantes aux différents états de la planète, visant à réduire drastiquement leurs émissions de CO₂ pour (soi-disant) *limiter le réchauffement climatique* !

Malgré la présence active et nombreuse de climatologues aux conclusions opposées à celles du GIEC, et démontrant l'inefficacité climatique de telles mesures qui ne pourraient aboutir qu'à la ruine de pans entiers de notre industrie, tout un aréopage de gouvernants du monde occidental n'en ont tenu aucun compte et se sont précipités aveuglément vers l'abîme comme les moutons de Panurge, en s'alignant sur les recommandations du GIEC. De très nombreux livres et publications scientifiques ont démontré que les modèles d'évolution du climat sur lesquels le GIEC s'appuie pour établir des prévisions de la température et du niveau des océans en 2100 étaient incapables de fournir des résultats fiables à moyen et long terme, d'autant plus qu'ils ne prennent pas en compte les cycles astronomiques et les variations de l'ensoleillement formellement identifiés comme responsables des fluctuations climatiques des derniers millénaires.

La conclusion est fort simple : les États ayant ratifié le Protocole de Paris en 2015 (imposant la *neutralité carbone* dès 2050) se précipitent vers un désastre industriel, au moment même où la Chine et l'Inde (parmi d'autres États importants) ne se restreignent quasiment en rien.

L'enquête conduite par Guy BARBEY montre ainsi que la gouvernance mondiale fixée par l'ONU, imposant, notamment, l'objectif de « neutralité carbone » à l'horizon 2050, entraîne les nations occidentales sur la voie de la décroissance économique et de l'appauvrissement.

Comme le propose Guy BARBEY, à la suite de plusieurs autres demandes en ce sens restées sans réponse (Clintel, le professeur Steven Koonin, etc...) une confrontation directe « BLUE TEAM » (les

scientifiques réchauffistes) – RED TEAM (les climato-sceptiques) est aujourd’hui indispensable pour sortir de l’incertitude scientifique actuelle sur les causes et les conséquences du réchauffement climatique en cours.

La France s’honorerait à prendre la tête d’une telle initiative visant à faire revivre le pluralisme scientifique écrasé par trente ans d’hégémonie onusienne.

Ces faits constituent la trame du livre de Guy Barbey, qui devrait susciter un sursaut salutaire de gouvernements qui basent leur politique de transition énergétique et climatique sur les lubies d’un organisme onusien politique ayant multiplié les erreurs depuis son origine. *Errare humanum est, perseverare diabolicum !*

Paul Deheuvels